

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# Fillon, Macron et les retraites

- Social -

Date de mise en ligne : mardi 4 avril 2017

---

**Démocratie & Socialisme**

---

François Fillon et Emmanuel Macron veulent tous les deux qu'« *un euro cotisé donne les mêmes droits* » dans tous les régimes mais tous les deux veulent imposer l'« *égalité* » en alignant ces droits vers les bas. Ils veulent aligner les régimes des fonctionnaires, de la SNCF, de la RATP ou d'EDF sur le régime des salariés du privé, en calculant le montant des retraites sur les 25 meilleures années.

## Le programme de Fillon est une attaque frontale contre nos retraites

François Fillon veut reculer l'âge de la retraite à 65 ans. Il veut également, même s'il est très évasif sur la question, reculer à 67 ou 70 ans l'âge-butoir, à partir duquel le montant de la retraite ne serait plus amputé de cette néfaste « *décote* » qui diminue considérablement le montant des retraites, en particulier celles des femmes.

Il reprend le même refrain des néolibéraux : l'espérance de vie augmente et il n'y aura pas, dans les 50 années à venir, assez d'actifs pour payer les retraites.

L'espérance de vie à la naissance augmente mais l'espérance de vie après 60 ans (la seule qui intéresse vraiment les retraités...) augmente beaucoup moins rapidement et, avec le recul de l'âge du départ en retraite, il y aurait de fortes probabilités pour qu'elle recule.

En 2016, le nombre de cotisants s'élève à 1,7 pour un retraité et devrait s'élever à seulement 1,35 cotisant dans 50 ans. Mais Fillon « *oublie* » de prendre en compte l'augmentation de la productivité du travail. Pourtant, selon les chiffres du scénario le plus pessimiste du Conseil d'orientation des retraites, la productivité du travail serait multipliée par 1,65 en 50 ans. 1,35 cotisants en 2066 produirait autant que 2,3 cotisants actuels et donc beaucoup plus que 1,7 cotisants aujourd'hui !

## Le programme de Macron est encore pire

Il commence par un mensonge : ne pas diminuer le montant des retraites alors qu'il ne parle nulle part de faire cesser le gel de la majorité des retraites (de base et complémentaire) imposé depuis plus de 3 ans et qu'il veut augmenter la CSG de la grande majorité des retraités pour financer la suppression des cotisations chômage et maladie des actifs.

Il termine par une supercherie : après avoir, dans un premier temps, tout comme Fillon, nivelé vers le bas nos système de retraite il veut, dans un second temps, transformer notre système de retraite en « *système universel de retraites* », à la suédoise. Ce système, selon lui, permettrait à chacun de « *choisir librement* » son âge de départ à la retraite. Ce nouveau système serait adopté à la fin du quinquennat mais mis en place au cours du quinquennat suivant.

Dans ce système, le montant de la retraite serait calculé en fonction de deux critères. Le premier serait la totalité des versements de cotisation effectués mais sans, surtout, augmenter la part patronale. Le second serait l'espérance de vie de la génération du futur retraité au moment de son départ en retraite. Plus cette espérance de vie serait importante, moins le montant de la retraite serait élevé.

L'espérance de vie des femmes est supérieure de 4,8 ans à celle des hommes. Faudrait-il, au nom de l' « égalité » dont se réclame Macron diminuer proportionnellement le montant de leurs retraites ?

Tous les éléments de solidarité (prise en compte des situations de chômage, de maternité de maladie, du nombre d'enfants élevés...) seraient évacués de ce « système de retraite universel ». L'État pourrait, éventuellement, les prendre en charge.

Macron n'aurait donc nul besoin de reculer l'âge de la retraite ou d'augmenter le nombre de trimestres de cotisation. Chaque salarié pourrait « choisir », tout seul dans son coin, son âge de départ à la retraite dans une plage qui varierait de 50 ans à 70 ans. Cela aurait le grand mérite d'éviter les mobilisations qui avaient eu lieu en 2003 ou 2010...

En réalité, ce choix n'existerait pas. Aujourd'hui, avant même que l'augmentation du nombre de trimestres de cotisation, décidée en 2013, ait commencé ses ravages, 60 % des salariés du privé ne sont plus au travail quand ils prennent leur retraite : ils sont au chômage, en maladie ou en invalidité.

La proposition de Macron de « *choisir de travailler davantage pour avoir une pension plus élevée ou de partir plus tôt avec une pension moindre* » n'a donc rien à voir avec la réalité sociale. La plupart des salariés seraient obligés de prendre leur retraite, quel qu'en soit le montant, quand ils n'auraient plus la possibilité de travailler. Ils seraient d'autant plus obligés de s'y résigner que Macron veut réduire drastiquement les droits des demandeurs d'emploi.